

VATIONS UNIES



ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE



CONSEIL  
DE SÉCURITÉ  
UN LIBRARY

Distr.  
GÉNÉRALE

A/34/82  
S/13080  
14 février 1979  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

NOV 14 1979

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Trente-quatrième session

RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ENQUÊTER SUR  
LES PRATIQUES ISRAËLIENNES AFFECTANT LES DROITS  
DE L'HOMME DE LA POPULATION DES TERRITOIRES OCCUPÉES

UN/SA COLLECTION

CONSEIL DE SÉCURITÉ

Trente-quatrième année

Lettre datée du 12 février 1979, adressée au Secrétaire général  
par le représentant permanent de la Jordanie auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

En tant que Président du groupe arabe pour le mois de février 1979, je souhaite, au nom du groupe, joindre à la présente un article paru dans le Washington Post du 7 février 1979, sous le titre "Allegations of Israeli Torture Contain Grisly Descriptions" (les allégations de tortures infligées par les Israéliens contiennent des détails horribles).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et l'article ci-joint comme document de l'Assemblée générale au titre du point intitulé "Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés", et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Azem NUSEIBEH

ANNEXE

Article intitulé "Allegations of Israeli Torture contain Grisly Descriptions"  
(Des allégations de tortures infligées par des Israéliens contiennent des  
détails horribles)

Paru dans le Washington Post  
du 7 février 1979  
Par Edward Cody,  
rédacteur au Washington Post

Chicago, 6 février. Elias est convaincu qu'il sait exactement ce que le Département d'Etat veut dire, dans son rapport de 1979 sur les droits de l'homme, par "cas de mauvais traitements".

Il déclare avoir tout appris sur ce sujet pendant un mois au cours duquel il a été questionné, battu et torturé par des interrogateurs israéliens dans le territoire occupé de la rive gauche.

Les Israéliens affirment que la loi israélienne interdit les actes de brutalité de la part des interrogateurs et que toute violation est punie. Elias dément cette affirmation.

D'après lui, son apprentissage en la matière a commencé le jour où trois agents de la sécurité israéliens, soutenus par un déploiement de voitures blindées et de soldats postés dans la rue, ont pénétré, à environ 1 heure du matin, dans la maison de sa famille, lui ont attaché les mains derrière le dos, l'ont précipité face au sol à l'arrière d'une Land Rover et l'ont emmené en prison.

Le tout a pris fin, dit-il, une trentaine de jours plus tard. Entre-temps, il avait subi les sévices suivants : A deux reprises, on lui enfonce une bouteille dans l'anus; à deux reprises, il est pendu, nu, au "frigo", les pieds ne touchant pas le sol, les mains attachées à des crochets d'acier fixés dans le mur, tandis que ses interrogateurs lui assènent des coups sur le dos, les jambes et les organes génitaux ou lui tordent les testicules; à la fin, il "craque" et avoue ce que ses interrogateurs attendent de lui, "simplement" dit-il, "pour que mon corps puisse résister".

"L'homme n'est fait que de chair et de sang", a déclaré Elias dans une interview, ici, à Chicago, après quoi, il a détourné les yeux. "Je leur ait dit ce qu'ils voulaient savoir", a-t-il ajouté, avec un rire sec et nerveux.

Le traitement subi par Elias aux mains de ses interrogateurs israéliens est l'un des 29 cas de ce genre qui se seraient produits à Jérusalem et dans les territoires occupés de la rive gauche et qui font l'objet de deux télégrammes secrets adressés par le consulat des Etats-Unis à Jérusalem au Département d'Etat pour lui signaler qu'il se pouvait que de mauvais traitements soient infligés systématiquement aux prisonniers politiques arabes par les agents de la sécurité israéliens pour arracher des aveux.

Ces rapports ajoutent une nouvelle pièce au dossier de la longue controverse concernant le comportement d'Israël dans les territoires occupés. Depuis que les forces israéliennes ont enlevé à la Jordanie le contrôle du territoire pendant la guerre de 1967, les accusations de brutalité lancées par les arabes et les démentis israéliens ont fait partie de l'âpre débat sur le Moyen-Orient.

Or, les deux télégrammes reçus de Jérusalem, le premier en mai dernier et le second en novembre, sont le premier cas où des sources diplomatiques officielles des Etats-Unis évoquent la possibilité de mauvais traitements systématiques.

Israël a toujours été extrêmement sensible à ces accusations, du fait, notamment, que le pays a été, à l'origine, un refuge pour les Juifs fuyant les atrocités de l'Allemagne nazie pendant la deuxième guerre mondiale. En 1977, une série d'articles publiés par une équipe de reporters du London Sunday Times faisant état de tortures infligées aux Palestiniens a suscité des démentis indignés de la part des porte-parole israéliens qui ont accusé les correspondants britanniques de manquer à l'éthique professionnelle.

#### Trois Palestiniens recherchés

Elias est l'un de trois Palestiniens récemment immigrés dans la région de Chicago qui étaient recherchés pour confirmer, à titre indépendant, ce qui était dit à leur sujet dans les télégrammes diplomatiques. Deux des trois avaient purgé des peines de prison, après avoir été accusés d'appartenir à des organisations israéliennes interdites par la loi israélienne et le troisième avait été mis en détention administrative pendant cinq semaines pour des motifs analogues. Au cours d'entretiens prolongés, ils ont répété, séparément, les faits qu'ils avaient relatés à Alexandra U. Johnson, agent consulaire des Etats-Unis à Jérusalem, ajoutant des détails chaque fois qu'on leur demandait des précisions, tout en insistant sur le fait que les accusations proférées contre eux étaient fausses.

Tous se sont identifiés par des surnoms ou des versions abrégées de leurs noms, de crainte que leurs parents, qui se trouvent encore à Jérusalem ou sur la rive gauche, ne subissent des représailles.

Elias, 28 ans, se rappelle que, quelques heures après son arrivée, en avril 1974, au centre d'interrogatoires d'Hébron (ville de la rive gauche située à quelque 29 km au sud de Jérusalem), il a eu rapidement un aperçu de ce qui l'attendait.

Un interrogateur israélien, qui parlait couramment l'arabe, a commencé par lui lancer une volée de coups de poing dans la poitrine et dans le dos. Après quoi, il a placé une allumette sur la table et lui a demandé ce que c'était. "C'est une allumette", ai-je dit, rappelle Elias. L'autre lui a dit : "Non, c'est un tank". J'ai dit, "non, c'est une allumette". Mais il m'a frappé et m'a dit : "non, c'est un tank".

Au bout d'un mois de brutalité et de traitements dégradants, dont la moitié environ passée dans un cachot en acier d'un mètre sur deux, avec pour toute ouverture un judas percé dans la porte, Elias avoue avoir cessé d'affirmer que l'allumette n'était pas un tank. Il affirme qu'à ce moment-là il disait aux interrogateurs ce qu'ils voulaient entendre : l'allumette était un tank. Il appartenait à une organisation palestinienne illégale. Il distribuait des tracts anti-israéliens. Il s'entraînait à l'utilisation d'explosifs.

Entre le premier interrogatoire où il a résisté et l'effondrement final, Elias dit qu'il a subi une quinzaine d'interrogatoires au cours desquels il a été frappé sur les organes génitaux, qu'à deux reprises on lui a inséré une bouteille dans l'anus, qu'à deux autres séances il a été suspendu dans le "frigo" pendant deux heures la première fois et environ trois heures la deuxième, et qu'une fois il a été plongé dans de l'eau froide et abandonné, grelottant, dans un cachot que les autres prisonniers et lui-même appelaient la "cage".

Il dit qu'au cours d'une séance, on a brandi la menace que les agents israéliens de la sécurité amèneraient sa soeur célibataire à la prison. Une autre fois, il a été transféré à un nouveau centre pour y subir un interrogatoire (une journée) durant lequel il a été jeté sur un sol couvert d'aspérités qui ont laissé son corps meurtri.

Lors d'une troisième séance, on l'a enfermé dans la cage avec un autre prisonnier qui lui a dit qu'il venait de subir des tortures à l'électricité.

"Je le tenais au bas de la cage", dit Elias, secoué à nouveau d'un rire nerveux. "Il ne pouvait empêcher ses jambes de trembler".

De l'avis d'Elias, les tortures qu'il a subies étaient le traitement normal infligé aux Palestiniens arrêtés pour activités politiques ou terroristes contre Israël qui occupait la rive occidentale depuis 12 ans.

#### Deux semaines d'interrogatoire

Abu Raad, habitant de Jérusalem âgé de 22 ans, dit qu'il souffre encore de douleurs d'estomac, de troubles digestifs et de crampes dans la jambe droite, du fait des violences qu'il a subies au cours de deux semaines d'interrogatoires, les séances ayant eu lieu pour la plupart dans la pièce No 6 du complexe russe de Jérusalem, ancien centre de pèlerinage russe orthodoxe, utilisé par le Gouvernement israélien.

Il dit que son calvaire a commencé en avril 1975 lorsque des agents de la sécurité israéliens en civil ont frappé aux portes et fenêtres de son domicile vers 2 heures du matin, réveillant la douzaine de personnes qui s'y trouvaient, et qu'ils l'ont emmené, les yeux bandés, après avoir perquisitionné chez lui.

Au centre où il a été interrogé (pièce No 6), "le pire", Abu Raad rappelle que plusieurs interrogateurs ont commencé à lui poser des questions sur son appartenance à des groupes de combat palestiniens, sur le fait qu'il possédait des armes et avait été entraîné à les manier, sur sa participation à des activités terroristes telles que les attaques contre les patrouilles israéliennes.

"Ils ont dit que plusieurs amis m'avaient accusé", a-t-il raconté lors d'une conversation au domicile du frère chez lequel il vit depuis son arrivée aux Etats-Unis. "On m'a dit de me déshabiller". J'ai enlevé ma chemise. Ce n'était pas assez. Je me suis déshabillé complètement. Ils se sont alors moqué de moi pendant quelque temps. Puis ils se sont mis à me frapper, en particulier sur les organes génitaux.

C'était la première d'une longue série de séances analogues, a-t-il dit, parfois à raison de huit par jour, alors qu'à d'autres moments, il n'y avait pas d'interrogatoire pendant plusieurs jours.

Il dit que ses interrogateurs avaient adopté des surnoms arabes ou américains : Abu Abd, qui ressemblait à un Iraquien, Abu Jamil, qui aurait pu être marocain; Johnny, européen à forte musculature.

Il dit qu'il se souvient surtout d'Abu Abd lorsqu'il a sorti d'un tiroir un câble d'acier recouvert de caoutchouc d'une trentaine de centimètres de long et qu'il l'a frappé à l'estomac jusqu'à ce que des gouttes de sang apparaissent sur sa bouche. Il se rappelle surtout Abu Jamil, quand il lui pressait les testicules, par derrière. Il dit que Johnny et les autres se contentaient généralement de le frapper aux oreilles, aux tempes et sur le corps, du revers de la main, en criant "avoue, avoue".

Abu Raad dit qu'un interrogateur qui n'avait pas participé aux séances précédentes, a dit qu'il voulait des aveux parce que "je veux une vedette" pendant que d'autres le déshabillaient, le plaquaient face à un mur et le frappaient aux jambes et aux parties génitales par l'arrière avec un bâton jusqu'à ce qu'il tombe, sa jambe droite secouée de tremblements incontrôlables.

"Il pleuvait, je me souviens" a-t-il dit. Ils m'ont emmené dehors afin de faire marcher ma jambe.

#### Dossiers sur toute la famille

On m'a également posé des questions sur les activités et l'adresse des membres de ma famille et de mes amis. "Ils ont constitué des dossiers sur toute la famille" dit Abu Raad, dont le frère a également été emprisonné. "Ils demandent qui est votre frère, qui est votre soeur. Ils couchent toute votre vie sur le papier".

Abu Raad a dit qu'il a subi un traitement moins pénible pendant la deuxième quinzaine de son interrogatoire. A ce moment-là, il avait avoué qu'il appartenait au Fatah, le groupe de combat le plus important de l'Organisation de libération de la Palestine de Yasser Arafat installée à Beyrouth.

"J'étais achevé", a-t-il dit.

Samih, diplômé de l'Université américaine de Beyrouth en 1973, a également été amené à connaître Abu Abd, Johnny et Abu Jamil.

Il a été arrêté en avril 1976 et emmené au complexe russe pour y être interrogé, car il était accusé d'appartenir au Front démocratique populaire pour la libération de la Palestine, groupe de combat à tendance marxiste dirigé par Mayef Hawatmeh.

Le neuvième des 12 jours, son interrogatoire a été mené "activement", a dit Samih; il a été frappé aux oreilles et aux tempes, a reçu des coups de pied dans les organes génitaux ou a été frappé à la tête avec un câble d'acier recouvert de caoutchouc. Une fois, on l'a forcé à rester debout sur une jambe en tenant une chaise pendant environ 45 minutes, suivant ses estimations.

Samih a affirmé que ses interrogateurs lui avaient dit qu'ils savaient qu'il appartenait au Front démocratique parce qu'ils avaient une photographie de lui entrant au siège du groupe à Beyrouth. En outre, a-t-il rappelé, ils lui ont dit que son nom figurait sur une liste des membres du Front démocratique découverte lorsque des commandos israéliens ont attaqué les résidences à Beyrouth de plusieurs dirigeants palestiniens en 1974.

Contrairement aux deux autres, Samih n'est pas passé aux aveux. Il a été maintenu pendant cinq semaines en détention administrative après un mois d'interrogatoire. Elias a été condamné à neuf mois de prison et à une période de cinq ans de liberté surveillée. Abu Raad a été condamné à un an et demi de prison.

-----